

Canadiens français, et ils ont toujours de petits «morveux» pour venir élabousser les gens.

**L'Orateur suppléant (M. Boulanger):** A l'ordre. L'honorable député de Lafontaine (M. Lachance) désire-t-il poser une question ou invoque-t-il le Règlement?

**M. Lachance:** Je désire poser une question à l'honorable ministre, monsieur l'Orateur.

**L'Orateur suppléant (M. Boulanger):** Étant donné que le temps de parole de l'honorable ministre n'est pas tout à fait écoulé, le ministre peut, s'il le veut, répondre à une question. Le ministre est-il d'accord?

**M. Ouellet:** D'accord.

**M. Lachance:** Serait-il possible, monsieur l'Orateur, à l'honorable ministre de nous donner la date de la déclaration de lord Killanin?

**M. Ouellet:** Oui, monsieur l'Orateur. Le président du Comité International Olympique a fait sa déclaration au début de mars, et j'ai en main un numéro du *Toronto Sun* du mardi 5 mars qui rapporte cette déclaration de lord Killanin.

[Traduction]

**M. Don Mazankowski (Vegreville):** Monsieur l'Orateur, je tiens tout d'abord à exprimer ma gratitude au député d'Esquimalt-Saanich (M. Munro) pour m'avoir cédé son tour pour me permettre de prendre la parole aujourd'hui car je serai retenu ailleurs lundi. J'aimerais aussi remercier le député de Huron (M. McKinley) qui a contribué à cet arrangement.

Le discours du trône a identifié un certain nombre de problèmes économiques qui existent tant ici qu'à l'étranger. Quant à savoir si les problèmes que le gouvernement a mentionnés seront résolus avec le temps, c'est une autre question qui dépend à la fois de l'attitude du gouvernement et de la réalisation de son programme législatif. Il faudrait avoir la mémoire bien courte pour ne pas se rappeler qu'en gros le discours du trône ressemble beaucoup à celui qu'on nous a présenté à l'ouverture de la dernière session il y a un an, sauf peut-être qu'on insiste un peu plus sur l'énergie et l'agriculture et sur des questions comme le statut de la femme. En réalité, le gouvernement avoue que, dans l'ensemble, les problèmes d'aujourd'hui sont les mêmes que ceux de l'an passé en plus d'être aggravés par un an d'inaction de sa part. Il avoue ceci: «Nous n'avons pas réussi à les résoudre, mais donnez-nous une autre chance et nous allons partager encore un an avec l'aide des néo-démocrates».

● (1530)

Le discours du trône souligne la gravité de la situation économique internationale perturbée par des problèmes d'approvisionnement et par la hausse des prix d'un certain nombre de produits dont le pétrole. On parle aussi des problèmes de l'alimentation, des pénuries de denrées alimentaires au Canada et à l'étranger, de la hausse dramatique du prix de l'alimentation, de ses causes et de ses effets et le discours avance quelques solutions. Il propose d'accroître la production de différents produits agricoles. C'est une volte-face subite car il y a à peine deux ans, le gouvernement payait les cultivateurs pour abattre leurs

*L'Adresse—M. Mazankowski*

poulets, pour ne pas cultiver de blé et pénalisait l'industrie laitière. Il est encore question d'inflation et, à ce sujet, le gouvernement n'est d'accord qu'avec lui-même. Pour lui l'inflation est un phénomène et il ne propose aucune solution concrète. Il parle de la nécessité d'accroître les possibilités d'emploi, d'exercer plus de contrôle sur nos affaires économiques, de résoudre les inégalités régionales; puis, il jette quelques miettes supplémentaires à l'Ouest. Naturellement, il évoque le logement, les transports, la qualité de la vie, l'aide aux petites entreprises, la politique de développement industriel, la politique scientifique et ainsi de suite.

La nécessité forcerait tout gouvernement à admettre ces problèmes qui sont très réels, mais nous, de ce côté-ci de la Chambre ne sommes nullement convaincus que dans un an ces mêmes problèmes seront résolus, car à notre avis, le principal objectif du gouvernement est de se cramponner au pouvoir. De plus, il lui manque la perspicacité, le talent et la volonté de s'attaquer aux problèmes énoncés dans le discours du trône, problèmes qui, en effet, constituent une menace pour notre structure économique. J'en dirai encore quelque chose tout à l'heure, surtout en ce qui a trait à l'agriculture et aux transports. Cependant, avant d'aborder ce sujet, j'aimerais parler d'une autre question qui me préoccupe beaucoup. Le discours du trône fait mention de certains déséquilibres économiques. J'aimerais parler d'un déséquilibre social qui, est bien plus important que n'importe quel problème économique actuel.

Je veux parler de la déchéance croissante des normes humaines et morales de notre société, de la trop grande tolérance et du manque croissant de discipline et de respect des lois, tant des lois humaines que des lois adoptées par le gouvernement. A mon avis, le déclin de nos forces spirituelles et morales constitue une grave menace pour le Canada et ses voisins. Je constate que la stabilité de la vie familiale est en train d'être sapée par l'orientation que le gouvernement donne à ses mesures législatives et par son indifférence apparente envers le concept de la famille qui est une partie vitale et intégrante de notre structure sociale. Je constate que notre système d'instruction crée des conflits et des confrontations entre générations et au sein des familles. Je vois des gouvernements et la société accepter des lois, écrites et autres, qui sont contraires aux lois de l'humanité et de la nature, où, par exemple, l'individu qui fait preuve d'ambition et d'initiative est pénalisé parce qu'il se suffit à lui-même.

Je vois la hausse incroyable du nombre des avortements, qui augmente de près de 30 p. 100 annuellement. Que dire du fait qu'ici certains députés se croient progressistes en préconisant l'avortement sur demande! C'est là une philosophie qui va à l'encontre de toutes les lois de la nature et de Dieu. Quelle hypocrisie, monsieur l'Orateur, que d'une part on soit profondément bouleversé par la perte d'un bébé, d'un homme ou d'une femme victime de la violence ou de quelque autre événement extraordinaire, ou même d'un accident stupide—que nous dépensions de grosses sommes d'argent pour encourager les dispositifs de sûreté, les services de secours et de sauvetage, la protection de l'environnement dans un effort pour conserver la vie, ce que j'approuve d'ailleurs car, à mon avis, la vie est sacrée,—et que d'autre part on accepte, et dans bien des cas on encourage le meurtre sur une grande échelle en invoquant la protection de la santé émotive de la mère et la limitation des naissances.